

Epamarne (77), qui pilote l'installation de bornes autour de Marne-la-Vallée, et le Gireve au sujet de l'interopérabilité.

EN BREF

MONACO Le Sigeif va participer avec GRDF au rallye Monte-Carlo des énergies nouvelles, qui se déroule jusqu'au 22 mars, afin de démontrer la pertinence de la mobilité au gaz naturel véhicule, a-t-il été annoncé le 17 mars. Le Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France (Sigeif) s'est engagé pour le développement et l'installation de stations de ravitaillement dans la région, aux côtés de GRDF, la Mairie de Paris, le Conseil régional d'Île-de-France et La Poste.

CLIMAT

ÉTATS-UNIS

B. Obama : 90 % des Républicains sont opposés à toute initiative

Pour Barack Obama, le président des États-Unis, la majorité des républicains nie l'existence du réchauffement climatique, jugeant que ce parti sera contraint d'évoluer dans les années à venir sous la pression des électeurs, a-t-il déclaré le 16 mars, dans un entretien avec Shane Smith, co-fondateur du groupe d'information *Vice*. « *Sur le changement climatique, 90 % des démocrates sont d'accord avec moi, 90 % des républicains sont opposés à toute initiative et une proportion importante de leur parti nie son existence même* », a précisé M. Obama. *Il n'y pas deux partis qui sont en désaccord et qui créent un blocage, il y a un parti qui nie les faits* », mettant en avant la puissance financière du lobby des énergies fossiles pour expliquer la position de certains élus républicains du Congrès, rapporte l'*AFP*. « *Je vous garantis que le parti républicain devra changer d'approche sur le changement climatique car les électeurs le réclameront* », a ajouté le président américain. Face à l'opposition, M. Obama privilégie désormais la voie réglementaire, via l'Agence de protection de l'environnement, pour imposer de nouvelles normes, en particulier sur les centrales à charbon, indique l'*AFP*.

MONDE

La COP21 se prépare

Lors du 4^e forum organisé par le Conseil français de l'énergie (CFE), une entité du World Energy Council (WEC), les 12 et 13 mars pour préparer la COP21 qui se tiendra à Paris en décembre, les débats montrent bien qu'il reste encore du chemin à parcourir pour faire converger les visions des pays industrialisés et de ceux en développement. « *Nous vivons le changement climatique très concrètement et même quotidiennement en Afrique et nous nous préoccupons plus d'adaptation que du prix du carbone ou des émissions de GES* », a souligné Abubakar Sambo, président du WEC au Niger. À l'inverse, les pays européens parlent plus d'atténuation (efficacité énergétique, prix du carbone, etc.). Pourtant, les deux doivent coexister. Il y a un vrai fossé et ce qui ressort des discussions menées pendant le forum d'après Jean-Eudes Moncombles, secrétaire général du CFE, c'est « *qu'il faut s'écouter les uns, les autres* ».

« *Nous voulons qu'un accord soit trouvé avant la COP21 pour qu'il soit juste adopté et célébré lors de la réunion et non obtenu à l'arraché* », a indiqué Paul Watkinson, principal négociateur et chef de l'équipe de négociation française. *Nous avons 9 mois chargés devant nous et un projet de texte de 90 pages qui est une base de discussion solide. C'est un travail collectif qui doit répondre aux attentes de tout le monde.* » Justement, au niveau de la terminologie et en raison d'une forte opposition des Américains sur le concept « d'accord », « *le résultat de la COP21 est de plus en plus appelé l'alliance de Paris* » et regroupe plusieurs composantes : un instrument (accord, protocole, quel que soit la forme) adopté à Paris, des engagements des États notamment à travers des contributions et des engagements financiers.